



Tous droits réservés

DROIT PÉNAL

Séance 5 - L'auteur

I. L'auteur physique pénalement responsable.....	3
A) Le principal responsable	3
1) Le principe de la responsabilité personnelle	3
2) La responsabilité pénale pour le fait d'autrui	4
a) Auteur moral de l'infraction.....	4
b) Les contraintes de cette responsabilité pénale de l'auteur moral.....	4
B) Le complice	5
1) Le fait punissable	5
a) L'emprunt de criminalité	6
(i) La nécessité d'une infraction principale punissable.....	6
(ii) Le renoncement à la poursuite de l'auteur principal.....	6
b) La comparaison du complice à l'auteur principal	6
2) Un acte de complicité	7
a) L'élément matériel.....	7
(i) La première forme : l'assistance ou l'aide	7
(ii) Deuxième forme : la provocation	9
(iii) Troisième forme : la complicité par instruction	9
b) L'élément moral	10
(i) La complicité d'une infraction principale intentionnelle	10
(ii) La complicité d'une infraction principale non intentionnelle	10
II. L'auteur : la personne morale.....	11

A) Domaine	11
1) <i>Les personnes concernées</i>	11
a) Les personnes morales de droit privé	12
b) Les personnes morales de droit public.....	12
2) <i>Les infractions visées</i>	13
B) La mise en œuvre	13
1) <i>Les modalités de la mise en œuvre de la responsabilité pénale</i>	13
a) Par des organes ou représentants de la personne morale	13
b) Une infraction réalisée pour le compte de la personne morale.....	14
2) <i>Le partage des responsabilités</i>	15
a) Le cumul des responsabilités.....	15
b) Les tempéraments à ce principe	15



Définition : Les infractions impliquent nécessairement la présence d'un auteur. C'est à lui que l'on peut reprocher, tant matériellement que moralement, les faits reprochés. L'auteur est donc celui qui réalise l'acte incriminé.

I. L'auteur physique pénalement responsable.

Le droit français reconnaît 2 modes de contribution à l'infraction.

- L'auteur principal, il est principalement responsable.
- Le complice, c'est le responsable que l'on peut qualifier de second ordre.

A) Le principal responsable



Définition : L'article 121-4 du CP :

« Est auteur de l'infraction la personne qui :

1° commet les faits incriminés ;

2° tente de commettre un crime ou, dans les cas prévus par la loi, un délit. »



À retenir : La responsabilité personnelle de l'auteur signifie que celui-ci peut être poursuivi uniquement pour ses propres agissements (ou omissions).

1) Le principe de la responsabilité personnelle

« En crime, il n'y a pas de garant » (Loysel). En application de cet adage, **aucune poursuite ne peut être engagée à l'encontre d'une personne qui n'aurait pas contribué, matériellement et moralement, à l'infraction.**

En ce sens : « nul n'est responsable pénalement que de son propre fait » (**art.121-1CP**).



À retenir : Chacun est responsable de son propre fait. Sauf en matière de responsabilité des personnes morales de droit pénal.

L'auteur commet matériellement l'acte illicite.

2) La responsabilité pénale pour le fait d'autrui



Attention : Le droit pénal, comparé au droit civil ne reconnaît pas la responsabilité sur une personne qui n'est pas l'auteur.

a) Auteur moral de l'infraction



Attention : Malgré l'expression des mots « responsabilité du fait d'autrui », c'est uniquement que son propre fait que le dirigeant d'une entreprise peut être poursuivi.

On considère que le dirigeant n'a pas pris les précautions ou dispositions nécessaires qui s'imposaient à la situation.

b) Les contraintes de cette responsabilité pénale de l'auteur moral



À retenir : Le principe c'est l'exigence d'une faute personnelle

La faute du dirigeant est présumée.



À retenir : Il est possible pour le dirigeant de déléguer certaines de ses attributions et par le même biais une part de sa responsabilité.

Les magistrats ont mis en avant que le principe de la délégation est admis en matière d'hygiène et de sécurité, et en matière d'infraction économique.

Les juges du fond apprécient souverainement la réalité et la portée de la délégation.



À retenir : La délégation doit impliquer un délégué disposant des compétences et de l'autorité requises pour les missions qui lui sont attribuées.

La délégation n'est possible que si la personne déléguée peut pleinement remplir sa mission.

La délégation doit être non équivoque, à un salarié d'une certaine ancienneté et expérience.

Si le dirigeant a pris une part personnelle à la réalisation de l'infraction, la délégation n'est pas acceptée. (**Cass. crim. 20 mai 2003**).

B) Le complice

« Est complice d'un crime ou d'un délit la personne qui sciemment, par aide ou assistance, en a facilité la préparation ou la consommation. Est également complice la personne qui par don, promesse, menace, ordre, abus d'autorité ou de pouvoir aura provoqué à une infraction ou donnée des instructions pour la commettre » (**Art. 121-7 CP**).

1) Le fait punissable

a) L'emprunt de criminalité

(i) *La nécessité d'une infraction principale punissable*

Le Code vise tous les crimes et tous les délits (**art. 121-7 CP**).

Pour les contraventions :

- la complicité par aide ou assistance se trouve réprimée dans les cas où elle est prévue par un texte
- la complicité par instigation ou provocation se trouve réprimée également dans le cas d'une absence de texte



À retenir : La complicité ne peut être réprimée sans infraction principale : il s'agit de la notion de l'emprunt de criminalité.

(ii) *Le renoncement à la poursuite de l'auteur principal*



À retenir : L'acte de complicité est lié au fait principal punissable. Dès lors l'absence de répression de l'auteur de l'infraction est sans incidence sur la poursuite du complice.

Dans le cas, où l'auteur profite d'une cause subjective d'irresponsabilité ou d'atténuation de sa responsabilité pénale (abolition ou altération du discernement ; contraire ; erreur ; minorité), le complice demeure punissable.

Dans le cas où l'auteur est décédé, seul le complice sera poursuivi. Puisque le décès de l'auteur éteint l'action publique à son égard.

b) La comparaison du complice à l'auteur principal



À retenir : L'emprunt de pénalité correspond au principe de l'assimilation de la répression du complice à la répression de l'auteur

principal

Le complice est « puni comme un auteur » (**art.121-6 du CP**).

Il y a une carence d'effets sur le complice des causes personnelles à l'auteur principal autant pour l'atténuation (minorité ou trouble psychique ou neuropsychique) que pour l'aggravation. Toutefois, les causes réelles (liées aux circonstances de fait) s'appliquent au complice.



Exemple : La récidive.

Le complice, poursuivi et assimilé à l'auteur de l'infraction, il doit porter les circonstances qui pourraient aggraver des peines encourues.

2) Un acte de complicité

a) L'élément matériel

L'**article 121-7 du Code pénal** met en avant 3 formes de participation :

- la complicité par aide ou assistance
- la complicité par provocation
- la complicité par instruction

(i) *La première forme : l'assistance ou l'aide*

On considère généralement que l'assistance ou l'aide est constituée par « la personne qui sciemment, par aide ou assistance, en a facilité la préparation ou la consommation » (**art.121-7 CP**) de l'infraction.



Attention : L'aide ou l'assistance sont condamnables dans le cas où la complicité est caractérisée par un acte positif offert antérieurement ou concomitamment à l'infraction principale.

L'acte doit faciliter la préparation ou la consommation de l'infraction.

- La nécessité d'un acte de complicité

La condamnation de la complicité ne découle pas du résultat réalisé par l'auteur principal.



À retenir : La CA de Douai dans un **arrêt du 21 octobre 2003** indique que « l'aide ou l'assistance apportée en connaissance de cause à l'auteur du délit, même par l'intermédiaire d'un autre complice, constitue la complicité incriminée par l'**article 121-7 du Code pénal** ».



Attention : Dans le cas où la personne a joué un rôle même passif alors la complicité sera punissable.

Peut-être complice: celui qui par sa compétence professionnelle ne pouvait ignorer.

L'attitude passive peut se qualifier de non-assistance à personne en danger.

- La nécessité du caractère concomitant de l'acte

La finalité de l'aide ou l'assistance doit faciliter la préparation ou la consommation de l'infraction. La complicité n'est pas punissable dès lors que les agissements reprochés interviennent postérieurement à la commission de l'infraction.



À retenir : La complicité est admise lorsque l'aide ou l'assistance a été promise antérieurement la commission de celle-ci, mais qu'elle est intervenue seulement postérieurement à la réalisation de l'infraction.

Il incombe l'autorité de poursuite de rapporter la preuve que les agissements postérieurs à l'infraction se font par un accord antérieur à celle-ci.



Attention : Dans le cas d'une aide postérieure, elle peut être édictée en infraction spécifique



Exemple : Le recel criminel (**Art.434-6 CP**).

(ii) Deuxième forme : la provocation



Définition : Le provocateur incite, par les procédés prévus, l'auteur à réaliser une infraction.

Est complice « la personne qui par don, promesse, menace, ordre, abus d'autorité ou de pouvoir aura provoqué une infraction » (**art. 121-7 al. 2 CP**).

Pour être punissable, il faut que la provocation soit :

- suffisamment précise
- suivie d'effet



Attention : La provocation peut être une infraction autonome. À titre d'exemple la provocation au suicide (**Art. 223-13 du CP**).

(iii) Troisième forme : la complicité par instruction



Définition : L'instructeur est la personne qui va apporter des renseignements nécessaires et utiles à la réalisation de l'infraction.

b) L'élément moral

(i) *La complicité d'une infraction principale intentionnelle*



Définition : Le caractère intentionnel implique que le complice avait connaissance de l'infraction et de la volonté de s'y associer.

On retrouve ce caractère défini à l'**article 121-7 du Code pénal**, le complice qui a participé sciemment à l'infraction principale.



À retenir : L'élément intentionnel de la complicité implique la volonté de s'associer.

Mais cet élément ne signifie pas qu'il est nécessaire de partager l'intention criminelle de l'auteur principal.

L'intention implique que l'individu soit conscient de l'aide mise à contribution pour la commission de l'action principale.



Attention : Si l'auteur principal aggrave l'infraction, le complice doit supporter l'aggravation.

(ii) *La complicité d'une infraction principale non intentionnelle*

En ce qui concerne les fautes d'imprudence ou de négligence, l'**article 121-3 du Code pénal** laisse entendre que les poursuites puissent être étendues aux complices.

Pour la mise en danger d'autrui, c'est un **arrêt du 6 juin 2000** qui admet la complicité.

Pour un délit de violence involontaire, tout comme pour l'homicide involontaire, la complicité est aussi admise.

II. L'auteur : la personne morale

A) Le domaine

1) Les personnes concernées



À retenir : Il s'agit des sociétés qui possèdent la personnalité morale. La responsabilité pénale peut être engagée pour les personnes de droit privé et de droit public (**Art. 121-2 CP**).

La responsabilité des collectivités territoriales se trouve limitée aux infractions réalisées dans l'exercice d'activités susceptibles de faire l'objet d'une délégation de service public. Peu importe que ces sociétés aient vocation ou non à dégager des bénéfices.



À retenir : Dans un revirement de jurisprudence en date du **25 novembre 2020**, les juges affirment qu'en cas de fusion ou d'adsorption, et sous certaines conditions, la société absorbante peut être poursuivie et déclarée coupable, pour des faits commis antérieurement par la société absorbée

La personne morale peut engager la responsabilité pénale de la société au moment de sa liquidation.

Peu importe la nationalité de la personne morale.

a) Les personnes morales de droit privé

Sont visés par une responsabilité pénale : sociétés commerciales, sociétés civiles, associations déclarées, syndicats, syndicats de propriétaires, partis politiques, institutions du personnel, congrégations religieuses.

b) Les personnes morales de droit public





À retenir : L'État est pénalement irresponsable

Le principe c'est la responsabilité pénale des personnes morales de droit public

La responsabilité pénale des collectivités territoriales et de leurs groupements est limitée aux « infractions commises dans l'exercice de l'activité susceptible de faire l'objet de conventions de délégation de service public » (**Art. 121-2 du CP**).

Donc, il faut faire une distinction entre :

- les activités qui peuvent être déléguées →  de la responsabilité pénale de la personne morale.
- Les activités commises dans l'exercice de la puissance publique →  la responsabilité pénale de la personne morale.

- Les activités déléguables :



Définition : « Une délégation de service public est un contrat par lequel une personne morale de droit public confie la gestion d'un service public dont elle a la responsabilité à une délégation publique ou privée, dont la rémunération est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service » (**Loi du 11 déc.. 2001 n° 2001-1168 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, dite loi Murcef**).

Les collectivités territoriales et leurs groupements ne sont pénalement responsables que des infractions commises dans l'exercice d'activités susceptibles de faire l'objet de convention de délégation de service public.

2) Les infractions visées



Définition : Dès la rédaction du Code pénal, les auteurs ont considéré que la poursuite des personnes morales ne pouvait se faire que lorsqu'un texte visait expressément la personne morale : c'est le principe de la spécialité.

Mais la **loi du 9 mars 2004** est venue abandonner ce principe de spécialité. Les personnes morales sont désormais soumises à un principe général de responsabilité.

B) La mise en œuvre

1) Les modalités de la mise en œuvre de la responsabilité pénale

Il est nécessaire pour admettre la responsabilité pénale des personnes morales aux infractions commises (**art. 121-2 du CP**), que les infractions soient faites :

- pour leur compte ;
- par leurs organes ou représentants.

a) Par des organes ou représentants de la personne morale



À retenir : La personne morale peut être pénalement responsable des activités ou de l'absence d'activité de ses organes ou représentants.

La **Cass. crim. du 21 mars 2017** indique clairement que « la différence de situation entre les personnes physiques et les personnes morales justifie la différence de traitement induite par l'**article 121-3, alinéa 4, du Code pénal**, laquelle est en rapport direct avec l'objet de la loi qui l'établit »

Les personnes concernées sont : « les personnes chargées par la loi les statuts d'administrer et de gérer la personne morale, c'est-à-dire de participer au processus d'élaboration de la volonté de la personne morale, et ensuite de présider à l'exécution de la décision ainsi prise ».



Exemple :

Pour les sociétés commerciales, on retrouve : le gérant/le président-directeur général/le conseil d'administration/le directoire

La personne morale est responsable pénalement de toute faute non intentionnelle de leurs organes ou représentants ayant entraîné une atteinte à l'intégrité physique constitutive du délit de blessures involontaires sans la caractérisation d'une faute délibérée ou caractérisée (**Cass. crim. 24 octobre 2000**).

b) Une infraction réalisée pour le compte de la personne morale



À retenir : L'**article 121-2 du Code pénal** indique l'infraction doit avoir été réalisée pour le compte de celle-ci pour engager la responsabilité de la personne morale.



Exemple : La présidence-directrice générale d'une société agit nécessaire pour le compte de celle-ci (**Cass. crim. 5 avril 2018**).



Attention : La limitation de la responsabilité pénale de la personne morale aux seules compétences fonctionnelles du dirigeant permet d'avoir une zone d'irresponsabilité.

Dans le cas de malversation commise par un dirigeant, dans un but personnel, la responsabilité de la personne morale ne peut être engagée.

2) Le partage des responsabilités

« la responsabilité pénale des personnes morales n'exclut pas celle des personnes physiques auteurs ou complices des mêmes faits » (**article 121-2 CP**).

a) Le cumul des responsabilités



À retenir : La responsabilité de la personne morale est une responsabilité « d'emprunt ».



Attention : La responsabilité de la personne physique est recherchée dans un premier temps, et puis il sera recherché celle de la personne morale : auteur, coauteur ou complice. Les poursuites sont exercées indépendamment et rien n'empêche que la personne physique ne soit pas condamnée tandis que la personne morale le serait.

b) Les tempéraments

Il est tout à faire possible qu'on ne puisse pas engager la responsabilité de la personne physique et morale, pour plusieurs motifs

- D'abord, faute de preuve.

– Ensuite, pour les fautes non intentionnelles. Compte tenu du défaut de faute délibérée ou caractérisée de la personne physique. Alors, sera seulement responsable pénalement la personne morale.

– Enfin, lorsque l'infraction n'a pu être réalisée, pour le compte de la personne morale, par ses organes ou représentants, sans qu'il soit besoin de les identifier. Les juges écartent la notion du cumul des responsabilités.